



ETATS GENERAUX

OGM & BIODIVERSITE RÉSISTANCES & ALTERNATIVES



TOULOUSE 18 & 19 AVRIL 2009

***Deux journées de rencontres, d'échanges, de travaux en ateliers ou en plénières dont les organisations paysannes, environnementales, altermondialistes, et les collectifs anti-OGM, avaient besoin, avec deux objectifs :
ne pas baisser la garde sur la lutte contre les OGM et mieux s'appropriier les enjeux multiples autour des semences et de leur usage.***

En effet, d'un côté on pourrait penser que les nouveaux moratoires luxembourgeois et allemand sur les cultures de maïs Mon810 aidant, l'affaire est gagnée. Loin de là, la seule chose effectivement gagnée est que ce maïs n'a jamais réussi, depuis plus de 10 ans, à être cultivé plus que marginalement.

Mais de nouvelles demandes de maïs pourraient être votées en juin et la question des importations, notamment de soja, pour l'alimentation animale est toujours centrale. Pour l'alimentation humaine, les critères d'étiquetage des produits végétaux, animaux et transformés qui découleront de la définition du « Sans OGM » sont une question cruciale pour la définition des règles de « coexistence », dont le Haut Conseil des Biotechnologies présenté le 22 avril sera bientôt saisi.

De l'autre, l'avenir du paysage semencier français et européen fait face à deux risques importants : d'un côté, celui du statut juridique des semences entre Brevets, Certificat d'Obtention Végétale et droits des paysans, de l'autre, les biotechnologies autres que la transgénèse exclues du champ d'application de la directive sur les OGM qui font apparaître par exemple des tournesols et colzas mutés en attente d'autorisation, ou les futurs OGM stériles du programme Transcontainer.

9 ateliers sur 2 jours ont travaillé ces sujets avec sérieux et bonne humeur, beau temps et bonne nourriture pour les pauses, bonne musique pour le samedi soir. Et ce sont plus de 200 personnes qui ont permis d'aboutir à un panel de conclusions très larges d'où il ressort des axes forts.

Informé et pour cela bien formé les « militants », se coordonner, construire les partenariats pour :

Agir sur le dossier alimentation animale, comme à Sète le 16 mai prochain, et interpellé sur le terrain (ports et fabricants d'aliments) ; construire les alternatives par des plans régionaux d'autonomie en protéines végétales et par un travail sur la présence d'OGM en dessous de 0,9% en clarifiant transparence et mesures correctives pour ne pas céder à la fatalité de l'accidentel, du fortuit ou techniquement inévitable qui devient ou deviendrait permanent.

Multiplier les initiatives permettant d'augmenter la restauration sans OGM hors foyer, en particulier scolaire, en engageant encore plus tous les acteurs, notamment les parents d'élèves, en soutenant fortement toute la diversité des actions concrètes d'accès au foncier pour lever les freins afin que les projets augmentent et existent encore plus.

Agir sur les dossiers d'autorisation d'OGM pour la culture ou l'importation, où la question de la présence d'OGM autorisés ou non dans l'UE pèse et pèsera très lourdement dès l'automne une fois les élections européennes et la nouvelle Commission mise en place; mais aussi agir aussi sur les risques de reconnaissance mutuelle entre pays des OGM autorisés chez l'un ou l'autre, dossier que le Codex Alimentarius à Genève (FAO/OMS) entend faire avancer très vite.

Rendre visible l'existence des «OGM clandestins » pour que leur évaluation et l'information du public soient a minima faites sur les bases de la directive 2001/18 qui en fait état sans les faire rentrer dans son champ d'application.

Développer les actions autour des droits paysans sur les semences (conserver, ressemer, échanger, vendre les semences produites à la ferme) à tous les échelons territoriaux et politiques en s'appuyant sur le travail réalisé au TIRPAA, et notamment pour être prêt sur les échéances du nouveau paysage semencier européen et de sa réforme et des textes français en attente (Loi UPOV)

Développer les nombreuses initiatives existantes sur les semences en informant et formant de plus en plus de paysans à ces pratiques, par la production d'outils politiques argumentaires et techniques ainsi que les implantations de « maisons de la semence » avec l'appui des collectifs de la société civile.

Appuyer les résistances dans les pays du Sud, notamment faces aux menaces qui pèsent sur les centres d'origine, comme le berceau du maïs en Amérique Latine, et sur la souveraineté alimentaire des peuples.

Beaucoup de travail en perspective, beaucoup de volontés et de solidarités à l'œuvre... à suivre!

Le collectif d'organisation des États Généraux